L'hon. M. Hamilton: Monsieur le président, cette dernière phrase nous apporte tout ce que je voulais savoir, car si le ministre de l'Agriculture est prêt à lutter en ce sens, je sais que les membres de l'arrière-plan l'appuieront.

M. Herridge: Monsieur le président, le député de Qu'Appelle me permettrait-il de poser une question, maintenant qu'il a terminé ses observations? Il a parlé de la lutte que les membres d'arrière-plan de son parti ont livrée pour s'assurer que le taux d'intérêt sur les prêts agricoles soit fixé à 5 p. 100; cela est tout à fait exact. Mais ne reconnaît-il pas aussi que les sept membres du Nouveau parti démocratique alors présents à la Chambre ont tous défendu ce principe avec autant d'ardeur?

Une voix: Au caucus?

M. Herridge: A la Chambre.

L'hon. M. Hamilton: C'est bien vrai, monsieur le président. Voilà pourquoi je ne puis comprendre pourquoi les membres du NPD sont demeurés aussi silencieux au cours du présent débat et qu'ils ont laissé grimper ces taux d'intérêt. A la lecture du hansard, on peut constater qu'aucun membre de ce parti n'a posé une seule question au sujet de ces taux d'intérêt.

M. Winch: Vous n'étiez pas à la Chambre lorsque les autres députés ont pris la parole.

L'hon. M. Hamilton: Non, mais j'ai lu le hansard.

M. Herridge: Monsieur le président, nos préoccupations ressemblaient beaucoup à celles de l'honorable député de Qu'Appelle, mais comme nous ne voulions pas retenir la Chambre indûment, nous n'avons pas jugé nécessaire de reprendre ses arguments. Nous y souscrivons simplement.

M. Cardiff: Monsieur le président, le ministre de l'Agriculture nous dirait-il depuis combien de générations ces avocats ont quitté la campagne avant de recevoir leur instruction, parce qu'il me semble que le projet de loi aurait pu être rédigé dans un langage beaucoup plus simple, ce qui aurait été tout aussi avantageux pour le comité que pour tous les intéressés. Bon nombre de gens comprennent peut-être le texte du projet de loi, mais pourquoi n'a-t-il pas été rédigé dans un langage plus simple pour permettre au cultivateur moyen de savoir exactement à quoi il apposait sa signature, avant de demander un prêt. Bon nombre d'agriculteurs tiennent tellement à obtenir de l'argent qu'ils signeront le document avant de se rendre compte de ce qu'ils font et uniquement parce qu'ils n'ont pas compris le langage dans lequel il était rédigé. Le ministre l'a expliqué cet après-midi. Pourquoi ces explications

n'ont-elles pas été consignées au projet de loi avant qu'on nous le remette?

L'hon. M. Hays: Je puis assurer au député qu'avant de communiquer les modifications aux intéressés, nous les expliquerons en détail de façon que tout le monde les comprenne bien. Aucun changement n'est intervenu au ministère de la Justice les deux dernières années; le projet de loi à l'étude a donc été rédigé par les mêmes personnes qui étaient chargées de préparer l'ancien.

M. Cardiff: En d'autres termes, vous engagez un groupe d'avocats pour rédiger un bill, pour l'interpréter ensuite en un langage que le public peut comprendre. Pourquoi ne pas le faire tout de suite?

M. Simpson: Monsieur le président, j'ai une question à poser au ministre au sujet de l'article 4. Toutefois, je voudrais lui dire, dès le début, qu'il serait, j'en suis convaincu, beaucoup plus souhaitable et acceptable, si le gouvernement établissait un taux stable d'intérêt pour tous les prêts dépassant \$20,000 en vertu de la partie II et \$27,500 en vertu de la partie III, au lieu de recourir à l'échelle mobile d'intérêts que mentionnent les projets d'amendement. Hier soir, le ministre a dit, sauf erreur, qu'en ce qui concerne les prêts dépassant \$20,000, prévus dans la partie II, et 27,500 en vertu de la partie III, un montant supplémentaire serait prévu pour acquitter les frais de l'emprunt en question par le gouvernement, et compenser les frais de gestion de la Société, ainsi qu'une autre somme ne dépassant pas a-t-il dit, sauf erreur, un $\frac{1}{4}$ p. 100 pour compenser les créances irrécouvrables. Je me demande quelle assurance le ministre peut donner à la Chambre que le taux ne dépassera pas $\frac{1}{4}$ p. 100. Je ne vois rien dans les modifications énumérées dans le bill n° C-100 à cet égard, et j'aimerais bien savoir exactement comment le ministre peut assurer à la Chambre que le taux ne dépassera pas $\frac{1}{4}$ p. cent.

Relativement à l'opportunité de maintenir un taux d'intérêt stabilisé plutôt qu'un taux calculé d'après une échelle mobile, je pense à ce qui se produit fréquemment quand un petit agriculteur demande un prêt de \$20,000 à \$25,000; lorsque les conseillers vont inspecter la ferme et l'évaluent, ils constatent parfois, et en réalité, très souvent, que pour en faire un établissement économique il faudrait que le requérant demande un prêt plus considérable. En pareil cas, on dira à l'intéressé, s'il a demandé la somme de \$25,000 pour rendre son entreprise économique, qu'il devrait demander \$30,000. Cependant, sur les premiers \$20,000, il devra verser 5 p. 100, mais relativement à l'emprunt plus considérable que recommande la société, l'intérêt montera énormément. Je pense que nous pourrions constater qu'un agriculteur ne dé-